



Section **FO**-Finances du Vaucluse

Comité Départemental d'



LIMINAIRE CDAS du 08/10/2020

Monsieur le Président

Tout d'abord FO-Finances 84 tient à rappeler son attachement au dialogue social.

Bien que cette année 2020 soit particulière, FO-Finance 84 est attaché à tout mettre en œuvre pour trouver des solutions et garantir l'emploi des crédits dans l'intérêt des agents.

Fort heureusement, nous nous sommes réorganisés autour de la déléguée et nous avons tout lieu de penser que nous parviendrons à consommer l'enveloppe budgétaire allouée, de manière peut être différente des autres années.

FO-Finances 84 réaffirme la nécessité d'une réelle politique d'action sociale permettant d'améliorer les conditions de vie de tous les agents, actifs et retraités. Dans une période de crise économique, marquée par une baisse continue du pouvoir d'achat, une détérioration des conditions de travail et les dizaines de milliers de suppressions d'emplois depuis plusieurs années.

FO-Finances 84 dénonce la réduction drastique de crédits alloués à la politique d'action sociale dans notre Ministère.

FO-Finances 84 exige que celle-ci demeure une priorité ministérielle. Le Ministère doit maintenir une politique d'Action Sociale ambitieuse et de qualité.

Cependant, la note d'orientations 2020 pour l'action sociale ministérielle avec cette première phrase :

« Notre action sociale ministérielle doit davantage s'inscrire dans l'accompagnement des transformations. », n'augure rien de bon.

Vous comprendrez bien que pour FO, qui combat les restructurations incessantes des directions des Ministères économiques et financiers et leurs méfaits sur la vie professionnelle et familiale des agents, cette petite phrase est une provocation.

Nous sommes loin de l'introduction de la note d'orientations de 2019 : l'action sociale ministérielle est un pivot de notre politique de ressources humaines tant au niveau national que local.

Ce virage n'est pas acceptable ! Encore moins après cette période que nous vivons...

FO s'inquiète de voir vers quoi tend cette « transformation » pour cette Action

Sociale, son pilotage, mais aussi le maintien de son réseau et l'impact qu'auraient des baisses de prestations sur les agents et leur qualité de vie.

Car FO revendique une réelle politique d'action sociale dans notre ministère qui doit impérativement permettre d'améliorer les conditions de vie de tous les agents, actifs et retraités. Elle doit aussi favoriser l'égalité femmes-hommes et venir en soutien de chaque agent en matière de logements, d'aides et de prêts, d'assistance sociale, de vacances, de loisirs, de petite enfance et de soutien par des intervenants (avocat, psychologue, etc).

A ce titre, FO combattra toute tentative d'individualisation des prestations et d'instrumentalisation de l'action sociale au profit d'une politique de gestion par les services des ressources humaines, à fortiori pour aider à des restructurations incessantes que nous condamnons !

Nous ne pouvons pas non plus, ne pas évoquer les problèmes de la restauration collective.

Aujourd'hui les lieux de restauration de proximité ont rouvert, mais ils ont été fragilisés à l'extrême par la période sans activité et à ce jour, ils connaissent des difficultés dues aux contraintes de la distanciation et à la crainte des agents à revenir dans des lieux d'usage collectif.

Alors, après cet état des lieux empreint de sinistrose, nous serions assez tentés de nous tourner vers l'avenir avec optimisme, mais nous savons aussi que nous les agents, ne constituons pas une priorité dans la tête de nos dirigeants.

Notre action sociale jadis montrée en exemple et enviée semble devoir se revoir à la baisse un peu plus chaque jour.

Alors notre vœu en tant que représentants des personnels, aujourd'hui, monsieur le Président, serait que vive une Action Sociale de qualité, dynamique et préservée, pour le bien-être de nos agents et qu'elle assure à ces mêmes agents que nous défendons, en plus d'un supplément de vie et l'écoute et le soutien dont ils ne manqueront pas d'avoir besoin.

FO-FINANCES 84 demande l'arrêt de toutes les réformes visant à supprimer les services publics, des missions et les emplois.

FO-FINANCES 84 exige toujours :

- le maintien du budget de l'Action Sociale
- le maintien des prestations
- le maintien d'un réseau départemental.

Pour FO-FINANCES 84 les moyens humains et financiers doivent être à la hauteur des besoins.

Les représentants FO continueront de se battre pour le maintien d'une action sociale de proximité pour l'ensemble des agents.

